



HAL
open science

L'exploitation du charbon dans les bassins français du Centre et du Midi

Pierre-Christian Guiollard

► **To cite this version:**

Pierre-Christian Guiollard. L'exploitation du charbon dans les bassins français du Centre et du Midi. Travaux du Comité français d'Histoire de la Géologie, 2020, 3ème série, tome 34, pp.101-111. hal-04149861

HAL Id: hal-04149861

<https://hal.science/hal-04149861>

Submitted on 23 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'exploitation du charbon dans les bassins français du Centre et du Midi

Pierre-Christian GUIOLLARD

CRESAT – Université de Haute-Alsace

Texte présenté au COFRHIGÉO par Jean-Charles BESSON
président du Centre d'histoire de l'Agence pour la garantie des droits des mineurs

Résumé. Les archives nationales et départementales recèlent d'innombrables documents historiques attestant l'extraction et l'usage du charbon de terre depuis plusieurs siècles en Provence, Languedoc, Auvergne, Forez, Nivernais, Bourbonnais ou Bourgogne... Au XIX^e siècle, hors Lorraine et Nord Pas-de-Calais une trentaine de départements produisaient de la houille ou du lignite.

Quelques chiffres illustrent ce qu'a été cette activité :

- Plus de cinq siècles d'exploitation charbonnière dans le Centre et le Midi représentent environ 1,5 milliard de tonnes de charbon extraites depuis le Moyen Âge, dont 460 millions de tonnes dans la seule région de Saint-Étienne.
- Près de 447 millions de tonnes furent extraites par les différentes unités de production depuis 1946.
- En 1947, les sept houillères produisaient annuellement 12,5 millions de tonnes avec un effectif de 82 000 personnes dont 55 000 au fond. Le rendement atteignait cette année une tonne par homme/poste.
- 1958, fut l'année de production maximale avec 15,1 millions de tonnes produites par 60 000 agents dont 35 000 au fond.

Mots-clés : charbon – mine – gisement – production – houillères

Abstract. The national and departmental archives contain countless historical documents attesting to the extraction and use of land coal for several centuries, in Provence, Languedoc, Auvergne, Forez, Nivernais, Bourbonnais, or Burgundy. In the 19th century, apart from Lorraine and Nord Pas-de-Calais, around thirty departments produced hard coal or lignite.

Some figures illustrate the extent of this activity:

- More than five centuries of coal mining in the Center and South of France represent around 1.5 billion tons of coal mined since the Middle Ages, including 460 million tons in the sole region of Saint-Étienne.
- Almost 447 million tons have been extracted by the various production units since 1946.
- In 1947, the seven coal mines produced 12.5 million tons with a workforce of 82,000 people, including 55,000 underground workers. The output reached this year one ton per man / shift.
- 1958, was the year of maximum production with 15.1 million tons produced by 60,000 employees including 35,000 underground workers

Keywords : coal – mine – deposit – production – collieries

Les archives nationales et départementales recèlent d'innombrables documents historiques attestant de l'extraction et de l'usage du charbon de terre depuis plusieurs siècles, en Provence, en Languedoc, en Auvergne, dans le Forez, le Nivernais, le Bourbonnais, en Bourgogne... Au XIX^e siècle, hors Lorraine et Nord Pas-de-Calais une

trentaine de départements produisaient de la houille ou du lignite.

En 1946, la nationalisation des houillères rassembla une soixantaine de compagnies privées qui exploitaient le charbon dans les arrondissements minéralogiques d'Alès, Bordeaux, Cler-

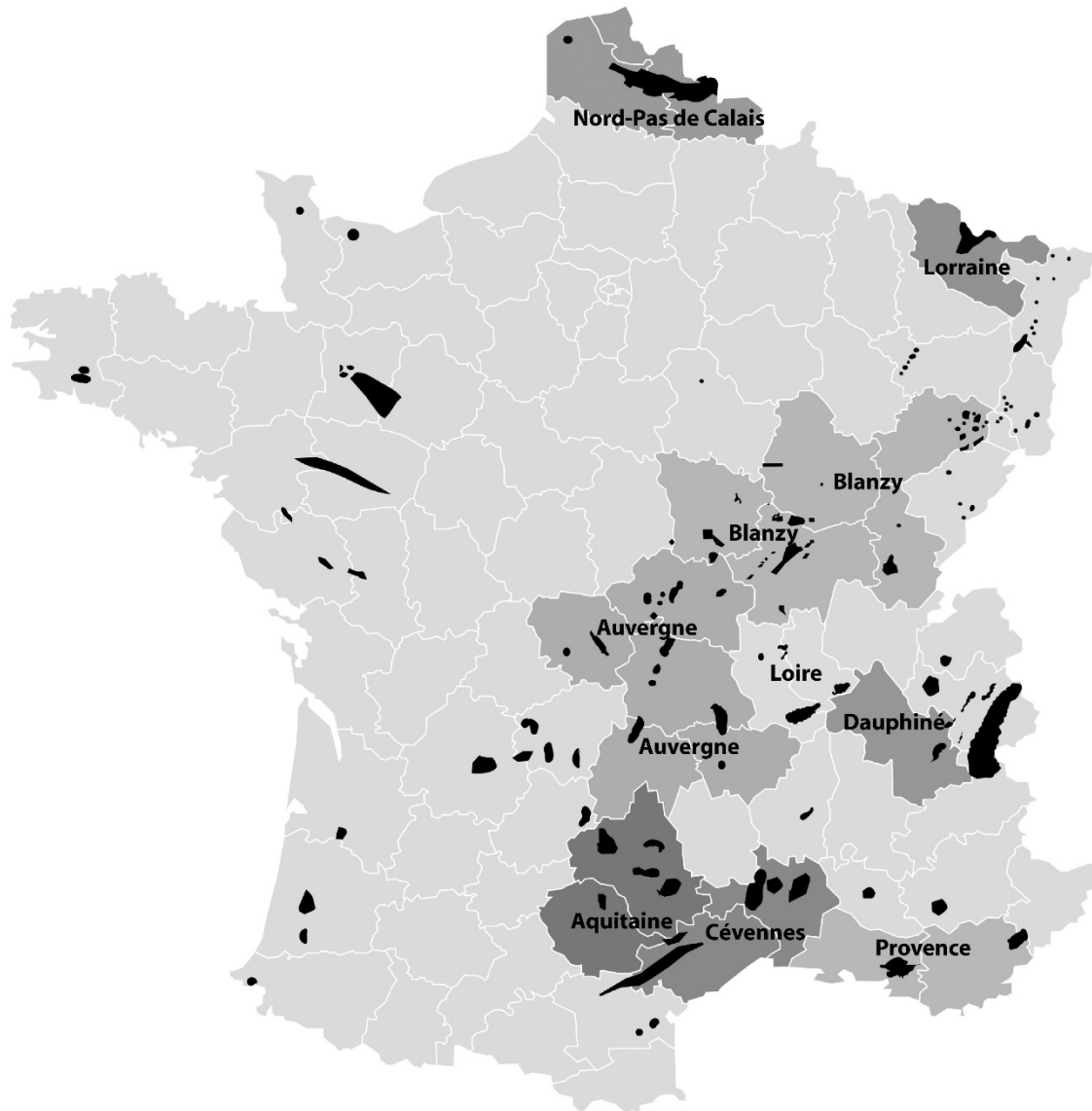


Fig. 1. Carte des bassins houillers français et des charbonnages à la nationalisation

mont-Ferrand, Lyon, Marseille, Saint-Étienne, et Toulouse (Fig. 1). Des centaines de sièges miniers, d'importance très variable étaient ainsi dispersés sur les départements d'un grand quart sud-est du pays. Leur regroupement donna naissance à sept bassins autonomes regroupés sous la direction des Charbonnages de France : les Houillères des bassins d'Aquitaine, d'Auvergne, de Blanzy, des Cévennes, du Dauphiné, de la Loire et de Provence. Affectées par la récession charbonnière, les houillères de bassin connurent alors des concentrations au sein même de chaque bassin, puis au sein de Charbonnages de France, pour aboutir, en 1968, à une seule entreprise : les Houillères de Bassin du Centre et du Midi (HBCM) dont le siège social était à Saint-Étienne (Loire).

Les Houillères d'Aquitaine

Les HBA exploitaient deux bassins distincts, celui du « Groupe Tarn », autour des communes de Carmaux et d'Albi (Tarn), et celui de l'Aveyron autour des communes de Decazeville, Cransac et Aubin (Aveyron). Le bassin du Tarn est très ancien, ses origines remontent au moins au XIV^e siècle. Au XVIII^e siècle, son exploitation fut structurée et organisée par le chevalier de Solages dont les descendants restèrent à la tête de la compagnie jusqu'à la nationalisation. Le bassin

de l'Aveyron a été mis en valeur plus récemment, au XIX^e siècle après les premiers travaux du duc Decazes, concessionnaire depuis 1830.

Le groupe Tarn

Le gisement de Carmaux a la forme d'une cuvette de 10 km de long sur 2,5 km de large. Les couches de charbon, dont le pendage ne dépasse pas 30 %, s'étagent entre 100 et 500 m de profondeur. Elles sont entrecoupées de nombreuses failles, mais sont généralement très puissantes. Leur épaisseur, qui n'est jamais inférieure à 0,80 m, atteint parfois 20 m.

Le développement de l'exploitation minière s'accompagna d'une augmentation spectaculaire des effectifs, le nombre de mineurs passant de 1 000 en 1860 à 5 500 en 1918. L'apport de population se fit souvent à partir de Pologne, d'Espagne et d'Italie, les mineurs originaires de ces pays représentant, en 1930, 50 % du personnel.

Les grèves des mineurs de Carmaux, en 1892, par suite du licenciement de Calvignac, syndicaliste devenu maire de la ville, connut un retentissement national en raison, notamment, du soutien que lui apporta Jean Jaurès, élu député de Carmaux en 1893.



Fig. 2. Descente des mineurs au Puits de la Tronqué à Blaye-les-mines (Tarn) 1982. Photo P. C. Guiollard

À la nationalisation, deux sociétés se partageaient le bassin : la Société des mines d'Albi, au sud, et la Société des mines de Carmaux, au nord. L'exploitation se faisait à l'origine à partir de quatre sièges miniers : Cagnac, Grillatié, Sainte-Marie et Tronqué. En 1952, furent mises en service deux fendues de 700 m équipées de bandes transporteuses reliant le nouveau lavoir à une station de versage installée au fond. Des wagons de grande capacité à fond plat circulaient sur le « grand roulage » centralisant l'extraction du charbon des différents sièges en un seul point ; dès lors, les puits ne furent plus utilisés que pour la circulation du personnel et du matériel.

Dans le même temps, la cokerie fut rénovée et un nouveau groupe fut mis en service à la centrale thermique.

De gros efforts de productivité réalisés grâce au personnel, à la modernisation du matériel et des techniques, permirent de maintenir l'exploitation souterraine jusqu'en 1987, date de fermeture du dernier puits, celui de la Tronqué à Blaye-les-Mines. L'exploitation se poursuivit toutefois jusqu'en 1997 avec l'ouverture d'une mine à ciel ouvert, à Sainte-Marie, de 1 300 m de diamètre et 230 m de profondeur.

La production totale du bassin de Carmaux-Albi, depuis son origine, est estimée à 115 millions de tonnes.

Le Groupe Aveyron

Dans l'Aveyron, les Houillères d'Aquitaine couvraient les communes de Decazeville, Aubin, Cransac, Viviez et Firmi. Le bassin forme un losange étiré de 18 km de long sur 9 km de large. Le gisement d'environ 500 m d'épaisseur est constitué de quatre assises de charbon gras dont les plus puissantes atteignent 140 m d'épaisseur (Assise de Campagnac) et 80 à 90 m (Assise de Bourran). La proximité de gisements de minerai de fer avec le charbon fut la cause première du développement de la sidérurgie dans le bassin aveyronnais dès le début du XIX^e siècle sous l'impulsion du duc Decazes.

En 1869, lors d'un conflit social au sein de la Compagnie Paris-Orléans qui exploitait les forges et les mines du bassin houiller d'Aubin, une fusillade éclata, faisant une dizaine de morts. La littérature de l'époque traduisit l'émotion que suscita ce tragique épisode.

Au moment de la nationalisation, deux compagnies se partageaient l'exploitation du charbon, mais aussi des usines sidérurgiques du bassin : la Compagnie des Forges de Chatillon-Commentry et Neuves-Maisons, sur le secteur de Cransac-Aubin, et la Société de Commentry-Fourchambault et Decazeville, sur le secteur de Decazeville. L'exploitation se faisait alors à partir de plusieurs mines souterraines, mais aussi à partir d'importantes mines à ciel ouvert. Les mines souterraines de Decazeville furent les premières victimes du plan proposé, par le ministre de l'Énergie Jean-Marcel Jeanneney, qui visa en 1960 à diminuer la production française de charbon afin de réduire un déficit d'exploitation qui allait croissant depuis 1951. Il s'ensuivit une diminution brutale des effectifs du fond aboutissant à la fermeture de la dernière mine souterraine à la fin janvier 1966. La production de charbon fut cependant maintenue à partir d'une grande mine à ciel ouvert, vaste cirque de plus d'un kilomètre de diamètre et 250 m de profondeur, exploitant une couche de charbon pouvant atteindre 90 m d'épaisseur. L'activité se poursuivit jusqu'au mois de juin 2001.



Fig. 3. Mine de charbon à ciel ouvert de *la Découverte* (Aveyron)

La production totale du bassin aveyronnais, depuis son origine, est estimée à 110 millions de tonnes. Elle servit notamment à alimenter, pendant cinquante ans, la centrale électrique de Penchot.

Les Houillères d'Auvergne

L'existence du charbon dans le Puy-de-Dôme est connue depuis le XV^e siècle : de nombreux exploitants creusaient le sol pour tirer des affleurements le combustible nécessaire à quelques industries naissantes (forges, fours à chaux). À la fin

du XVII^e siècle, l'accroissement des besoins et l'accès au marché de la capitale grâce à l'ouverture du canal de Briare reliant la Loire à la Seine donnèrent au bassin d'Auvergne une importance nationale. C'est à cette époque que sont nés les « bougnats » de Paris, commerçants de « bois, vins et charbons » dont le négoce était alimenté à l'origine par le charbon auvergnat.

Les Houillères d'Auvergne sont caractérisées par la dispersion d'une multitude de petits bassins situés le long du sillon houiller du massif Central. Bon nombre de petites exploitations furent exclues de la nationalisation ; toutefois, par sa superficie de 32 000 km², le bassin d'Auvergne était le plus important de France : il s'étendait sur cinq départements comprenant huit exploitations indépendantes avant 1946 :

Les mines de Bert et Montcombroux (Allier).

Cette petite mine rouverte en 1942 par la Société des Houillères de l'Allier fut intégrée dans le programme de nationalisation en relation avec un projet de centrale thermique. Ce projet n'ayant pas abouti, la mine fut fermée en 1951.

La mine de Champagnac, à Ydes (Cantal)

Elle était exploitée par la Société des Mines de Champagnac. Rattachée aux Houillères d'Auvergne, son exploitation se poursuivit jusqu'en 1959.

Le Groupe de Saint-Eloy (Puy-de-Dôme)

Il réunissait deux exploitations voisines, l'une exploitée par la Société des mines de la Bouble et l'autre par la Compagnie des Forges de Chatillon-Commentry. L'extraction sur les deux secteurs s'est poursuivie jusqu'en 1978, concentrée sur le puits Saint Joseph de Saint-Eloy à proximité duquel fut construit le lavoir central. Une centrale électrique mise en service en 1953 au Pont-de-Menat et reliée à la mine par un transporteur aérien de 10 km assurait l'écoulement des bas produits.

Le Groupe de Brassac

Il se répartissait en deux divisions réparties sur le département de la Haute-Loire avec les concessions de Grosménil, Frugère, la Taupe, Auzon et Bouxhors, exploitées par la Compagnie

Des mines de la Haute-Loire, et sur le département du Puy-de-Dôme avec les concessions de Brassac et La Combelle, exploitées par la Compagnie Commentry-Fourchambault-Decazeville.



Fig. 4. Brassac (Puy-de-Dôme). Le puits Bayard

Les installations étaient vétustes et les gisements difficiles. En 1954, la question se posa d'abandonner ces gisements mais l'alternative de moderniser et de concentrer l'exploitation sur le seul site du puits Bayard, mis en service en 1950, fut choisie. La modernisation du lavoir, l'électrification et l'installation d'un grand roulage au fond permirent une poursuite de l'extraction sur le site de Brassac jusqu'en 1978.

La mine de Messeix (Puy-de-Dôme)

Elle appartenait depuis 1878 à la Société anonyme des houillères de Messeix. Comme le groupe de Brassac, Messeix exploitait plusieurs couches d'antracite disposées en « fond de bateau ». L'extraction se faisait à partir d'un puits unique, le puits Saint-Louis. Un travers-banc, reliant une recette intermédiaire du puits, assurait l'évacuation du charbon vers le lavoir et l'usine à



Fig. 5. Sortie des mineurs à la galerie des Mouillères à Messeix (Puy-de-Dôme) 1986. Photo P. C. Guillard

boulets situés en fond de vallée de la Clidane. À partir de 1978, l'extraction par le puits Saint-Louis fut arrêtée, le charbon était désormais évacué au moyen de camions miniers par la galerie des Mouillères débouchant dans la vallée de la Dordogne.

En 1988 la mine cessa toute activité

La mine de l'Aumance à Buxières les Mines (Allier)

Il s'agit en du seul site nouvellement créé et mis en exploitation par les Houillères d'Auvergne après la nationalisation. Le secteur déjà couvert par plusieurs concessions de charbon et de schistes bitumineux suscita l'intérêt de Charbonnages de France dès 1954, qui effectua une campagne de sondages sur la concession des Plamores. Les recherches aboutirent à la mise en évidence d'un gisement peu profond dont les réserves furent estimées à 40 millions de tonnes. Une première reconnaissance, effectuée entre 1959 et 1961, confirma l'intérêt de ce gisement. La mise en exploitation de celui-ci était toutefois subordonnée à la construction d'une centrale thermique pouvant assurer l'écoulement de la production. Le projet de centrale ne vit pas le jour, mais la crise pétrolière de 1974 relança l'intérêt pour le gisement de l'Aumance qui fut finalement développé et mis en exploitation dès 1975 avec une montée en puissance progressive de la production. La régularité des panneaux faiblement inclinés et d'une épaisseur de l'ordre de quatre mètres autorisait l'abattage selon la méthode chambres et piliers et une extraction moderne et mécanisée au moyen d'engins sur pneumatiques (méthode *trackless*). En dépit d'une bonne productivité (13 t/homme/poste), la production fond cessa en 1993 au profit de l'exploitation du gisement en découverte, laquelle prit fin en 2001.

La production totale des différents bassins d'Auvergne, depuis leur origine est estimée à 28 millions de tonnes.

Les Houillères de Blanzay

La découverte du gisement de charbon flamant de la Machine (Nièvre) remonte au XV^e siècle. Quant aux gisements de la région de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), ils furent

découverts au XVI^e siècle, mais connurent un réel essor à partir du début du XIX^e avec l'ouverture du canal du Centre reliant la Saône à la Loire.

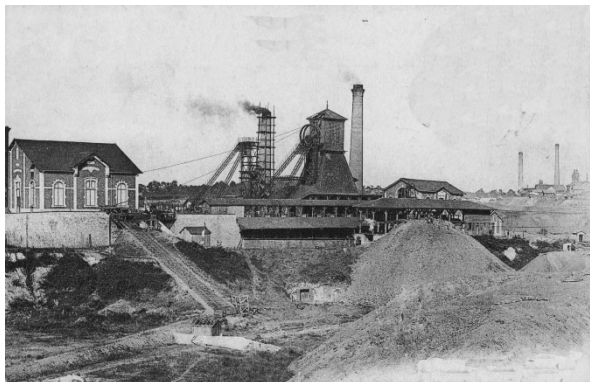


Fig. 6. Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire). Le puits Sainte Eugénie

Le site de la Machine doit son nom à la machine baritel construite par les hydrauliciens de Liège qui s'étaient illustrés en construisant la machine de Marly pour Louis XIV.

Mentionnons, particularité locale, que bien plus tard, à l'issue de la première guerre mondiale, plusieurs chinois sous contrat vinrent travailler à la mine de la Machine. Quelques-uns restèrent et firent souche.

Les premières installations de la centrale thermique de Lucy, à Montceau-les-Mines, furent mises en service à l'issue de la première guerre mondiale, D'autres groupes lui furent ensuite adjoints et substitués, jusqu'à l'arrêt définitif de la production d'électricité en 2014.

Au moment de la nationalisation, les Houillères de Blanzay regroupaient les trois secteurs miniers de la Machine près de Decize (Nièvre), appartenant à la famille Schneider, d'Epinaac exploité par la Société houillère et chemin de fer d'Epinaac et de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire) de la Compagnie des mines de Blanzay.

Après l'arrêt de la mine de Veuvrotte à Epinaac en 1966, de la mine de La Machine en 1974 et la concentration des multiples sièges d'extraction du gisement de Blanzay, seuls subsistaient deux sièges d'extraction : le siège Darcy à Montceau-les-Mines et celui de Rozelay, sur la commune de Ciry-le-Noble.

Le gisement comporte sept couches situées entre 150 et 700 m de profondeur et peu inclinées. Leur puissance varie de quelques mètres à plus

de vingt mètres. La mécanisation de l'extraction et l'équipement des tailles en soutènement marchant étaient particulièrement développés. En 1985, le siège de Rozelay était arrêté tandis que celui de Darcy poursuivait son activité jusqu'en 1992. L'extraction des couches superficielles par de vastes mines à ciel ouvert était déjà très ancienne, elle connut une relance à partir de 1974 et s'est poursuivie jusqu'à la fermeture, en 2000.

La production totale des bassins de Blanzay et de la Nièvre, depuis leur origine est estimée à 307 millions de tonnes. Elle aurait cependant pu être plus importante. Des études menées par le BRGM (1986) conclurent en effet qu'un gisement de 200 millions de tonnes pouvait être exploité entre Moulins et Nevers dans les communes de Lucenay et Cossaye. Renfermant 60 millions de tonnes (soit de 45 à 50 de charbon commercial), la partie septentrionale se prêtait en particulier à une exploitation à ciel ouvert annuelle de 2 millions qui aurait pu alimenter à proximité une centrale thermique. Après de longues controverses, des considérations environnementales ont finalement conduit ce projet à être abandonné en 2009.

Les Houillères des Cévennes

On trouve dans des actes du XIII^e siècle des preuves de l'exploitation de mines de charbon du bassin d'Alès et de la région du Bas-Languedoc. Leur histoire avant la Révolution et la loi de 1810 a été marquée par des conflits entre exploitants, conflits allant jusqu'à des batailles et des voies de fait.

Les houillères des Cévennes exploitaient les gisements du Gard dans la région d'Alès - La Grand-Combe et de l'Hérault dans la région de Graissessac.

Le gisement du Gard

Il s'étend depuis Alès en direction du nord sur une trentaine de kilomètres et affecte la forme d'un V majuscule. La pointe, dirigée au sud, correspond à la ville d'Alès et à ses gisements exploités par la Compagnie des Mines de Rochebelle et du Nord d'Alès. La branche E correspond aux gisements exploités par la Compagnie des mines de la Grand-Combe et de Cessous. La

branche O correspond également à une partie exploitée par la Compagnie de la Grand-Combe, mais aussi par l'autre puissante Compagnie des Houillères de Bessèges ainsi que par celle des mines de Tréllys.

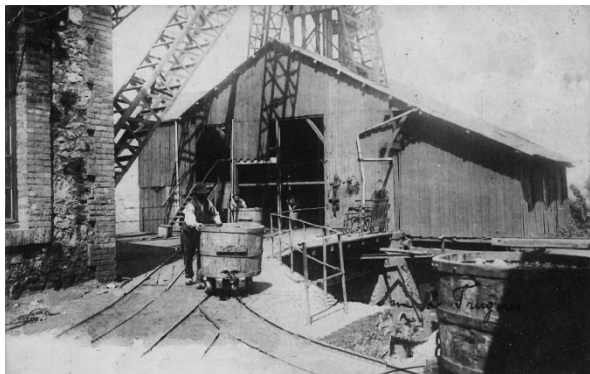


Fig. 7. Alès (Gard). Mineurs roulant les bennes de charbon

Au moment de la nationalisation, six compagnies exploitaient le bassin à partir d'une vingtaine de sites d'extraction. L'ensemble fut alors divisé en trois groupes :

- le Groupe Nord : anciennes exploitations de Bessèges, Tréllys, Saint-Jean de Valérisclé ;
- le Groupe Centre : anciennes exploitations de La Grand-Combe, Cessous, La Vernarède ;
- le Groupe Sud : anciennes exploitations de Rochebelle à Alès et de Saint Martin de Valgalgues.

Très vite la vétusté des anciennes installations contraignit les HBC à moderniser et à concentrer la production sur de nouveaux puits ou sur les puits les plus récents. Au Groupe Nord, la production fut concentrée sur le nouveau puits de Saint-Florent-sur-Auzonnet, un des sièges les plus modernes d'Europe, lors de sa mise en service en 1950. La production du Groupe Sud fut concentrée sur les puits Destival et Fontane à Alès. Au Groupe Centre, l'extraction se concentra sur les puits de Ricard et des Oules à la Grand-Combe.

Plusieurs exploitations furent le siège de dégagements instantanés, phénomènes dangereux qui se traduisent par un brutal transport pneumatique de matière (couche de charbon).

Une partie de la production du bassin servit à alimenter la centrale du Fesc (1950- 1981).

La récession qui frappait l'industrie charbonnière française n'épargna pas les Cévennes. Le puits de Saint-Florent fut arrêté et démantelé dès

1975, suivi du puits Ricard en 1978. La fin du puits Destival était programmée pour 1981. C'était toutefois sous-estimer la capacité de résistance des mineurs Cévenols qui, dès le mois de mai 1980, occupèrent le dernier puits. La grève dura douze mois, jusqu'à l'avènement, en 1981, d'une nouvelle majorité politique qui promettait la relance de l'industrie charbonnière nationale. Dès le mois de juin 1981, le travail reprenait au puits Destival et au puits des Oules.

L'embellie fut de courte durée, quatre ans plus tard, l'exploitation du fond cessait définitivement. La production fut toutefois maintenue par un programme de développement des mines à ciel ouvert entrepris dès 1980, par l'emploi de moyens modernes assurant une production de l'ordre 300 000 tonnes par an. Un lavoir moderne fut construit au Mazel et plusieurs sites furent exploités dans le secteur de La Grand-Combe, permettant de maintenir une production jusqu'en 2001.

Le gisement de l'Hérault

Situé à la limite nord du département de l'Hérault, à 90 km environ du bassin du Gard, le bassin de Graissessac s'allonge sur une vingtaine de kilomètres d'ouest en est entre la Croix de Mounis et le Bousquet d'Orb, l'agglomération de Graissessac se situant au centre. Malgré la construction d'un nouveau lavoir et la rationalisation de l'extraction, les dernières mines souterraines du bassin fermèrent dès 1964. Sur le versant nord du synclinal, affleuraient des couches d'une puissance allant de un à six mètres, permettant le développement des mines à ciel ouvert qui assurèrent la production de charbon dans la région jusqu'en 1994.

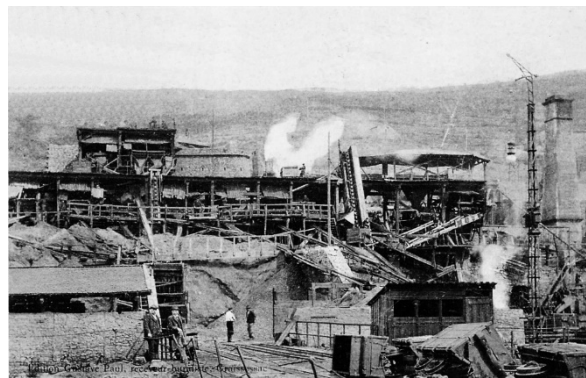


Fig. 8. Graissessac (Hérault). Cribles et triage du charbon

La production totale du bassin cévenol, Hérault compris, depuis son origine est estimée à 300 millions de tonnes.

Les Houillères du Dauphiné

Une déclaration des habitants de La Mure, contemporaine de Saint Louis et datée de 1261, fait mention de mines de charbon. L'exploitation se développe et s'intensifie dans cette région de l'Isère à partir du début du XIX^e siècle.

Situé à 30 km au sud de Grenoble, sur le plateau Matheysin, le gisement d'antracite est exploité par la Compagnie des mines d'antracite de La Mure à partir du puits Sainte-Marie, mis en service en 1905 et situé sur la commune de La Motte d'Aveillans, mais aussi à partir de nombreuses galeries creusées à flanc de montagne. Le gisement se compose de cinq couches dont quatre d'épaisseur comprise entre 0,50 et 2 m, et d'une cinquième, la « Grande Couche », dont l'épaisseur varie de 12 à 15 m.

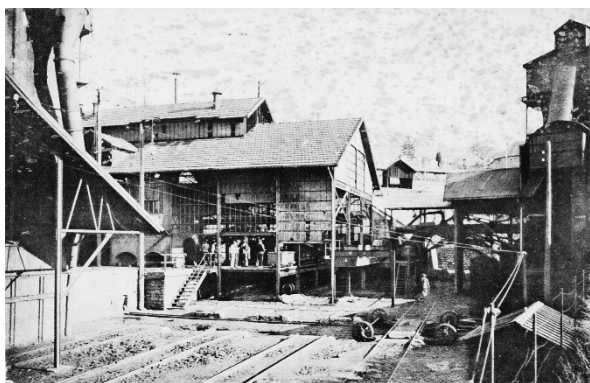


Fig. 9. La Motte d'Arveillans (Isère). Exploitation de l'antracite

Ce bassin fut marqué par l'existence de dégagements instantanés de CO₂.

Au moment de la nationalisation, le gisement de La Motte d'Aveillans était en voie d'épuisement. Deux nouveaux puits furent alors mis en service, ceux des Rioux, à Prunières, et du Villaret, à Susville. Le nouveau plan charbonnier élaboré en 1974 donna un second souffle à l'exploitation de La Mure avec une concentration et une modernisation des méthodes d'extraction. Le creusement de la galerie de la Beaume, longue de quatre kilomètres, assura une exploitation

rationnelle et moderne du gisement par l'introduction d'engins sur pneus et de gros matériels.

La production était remontée directement du fond vers le lavoir modernisé du Villaret par le plan incliné Richard, équipé de convoyeurs à bandes.

Grâce à cette modernisation, les Houillères du Dauphiné purent maintenir leur activité jusqu'en 1997.

Du Villaret, le charbon traité était acheminé vers Saint-Georges de Commiers, par un chemin de fer à voie métrique historique de 30 km, construit entre 1880 et 1888. Ce chemin de fer poursuivit son activité, après la fermeture de la mine, comme train touristique jusqu'en 2010, date à laquelle la ligne fut partiellement détruite par un éboulement. Le trafic vient de reprendre après plus de dix ans d'interruption.

La production totale du bassin du Dauphiné, depuis son origine, est estimée à 50 millions de tonnes.

Les Houillères de la Loire

Le plus ancien document mentionnant l'existence du charbon dans le département de la Loire remonte à 1321. Dès cette date, les exploitants extraient le charbon à ciel ouvert et par « fendues », galeries inclinées creusées depuis la surface. La mise en service en 1827 du premier chemin de fer entre Saint-Étienne et Andrézieux, puis son prolongement en 1830 vers Givors et Lyon, accélèrent le développement industriel et minier de la région.



Fig. 10. Saint-Étienne (Loire). Le puits Châtelus.

À cette époque le « bassin houiller de Saint-Étienne » extrait 40 % de la production nationale.

Au XIX^e siècle, le développement économique du bassin s'accompagne de l'émergence d'un syndicalisme structuré qui fera de Michel Rondet, secrétaire général des mineurs de la Loire et cofondateur « la Fraternelle », l'un des inspirateurs de la sécurité sociale minière.

Le bassin houiller s'étend du sud-ouest au nord-est entre Givors et Firminy sur plus de 50 km de long et 12 km de large. Le gisement est constitué de couches parfois très puissantes mais d'allure assez irrégulière, coupées par de nombreuses failles.

La nationalisation regroupa 19 sociétés privées de taille extrêmement différentes comprenant 23 puits d'extraction, 14 fendues, 17 lavoirs, 4 ateliers d'agglomération, 5 centrales thermiques et 3 cokeries.

Quatre compagnies principales dépassaient une production de 500 000 tonnes par an, il s'agissait de la Société des Mines de la Loire, de La Compagnie de Roche-la-Molière et Firminy, de la Compagnie de Montrambert et de la Béreaudière et de la Compagnie des Houillères de Saint-Étienne.

Quatre compagnies secondaires avaient des réserves et des productions plus faibles mais des conditions techniques d'exploitation satisfaisantes, il s'agissait des mines du Cros, de la Compagnie des houillères de la Chazotte, de la Compagnie des houillères de Saint-Chamond et de la Compagnie des mines de la Péronnière avec, pour cette dernière, des travaux à plus de 1 100 m de profondeur.

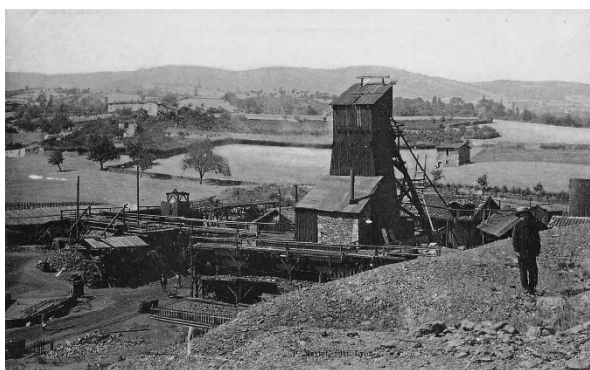


Fig. 11. Saint-Chamond (Loire). Le puits Rigaudin

Les autres petites exploitations ne devaient leur existence et leur survie qu'à la pénurie de charbon provoquées par la guerre. Certaines

n'avaient pas dépassé le stade artisanal et presque toutes étaient vouées à une disparition rapide.

En 1966, au plus fort de sa production, le bassin était divisé en quatre unités administratives appelées « exploitation » nommées d'ouest en est : Varenne, Montrambert, Couriot et Talaudière.

L'exploitation Varenne – La production journalière avoisinait les 2 500 t avec un rendement de 2 000 kg. L'extraction se faisait à partir du puits Charles, situé à Roche-la-Molière, puits moderne à deux compartiments, mis en service en 1943. Il fut mis en sommeil en 1976 et définitivement arrêté en 1983.

L'exploitation Montrambert – Sa production était de 2 000 t par jour avec un rendement de 1 500 kg. Cette exploitation comprenait deux secteurs distincts, la Béreaudière, où l'extraction était assurée par le puits des Combes, et Montrambert, avec le puits Pigeot mis en service en 1942 sur la commune de la Ricamarie. Ce puits fut le dernier à fermer, en 1983.

L'exploitation Couriot – Sa production journalière était de 2 000 t et le rendement de 1 900 kg. Le charbon était remonté par la fendue des Passerelles tandis que la circulation du personnel et du matériel se faisait par le puits Couriot, situé en plein cœur de la ville de Saint-Étienne. Il cessa son activité en 1973, les installations furent sauvegardées et transformées en Musée de la mine.

L'exploitation Talaudière – Sa production journalière était de 1 800 t et le rendement de 2 600 kg. La production se faisait d'un côté à partir du puits Verpilleux, à Saint-Étienne, mis en service en 1952, et d'un autre côté à partir de la fendue de la Chazotte. Cette exploitation fut arrêtée en 1968.

En 1968, une liaison de 7 km creusée entre le puits Couriot et le puits Pigeot, ainsi que la modernisation de la machine d'extraction de ce dernier, permirent une concentration de l'ensemble de la production du bassin sur ce puits et son lavoir. Après l'arrêt de l'exploitation de fond en 1983, quelques découvertes furent exploitées jusqu'en 1992, date à laquelle toute activité charbonnière cessa dans le bassin de la Loire. La production totale du bassin de la Loire depuis

son origine, est estimée à 460 millions de tonnes.

Les Houillères de Provence

Le plus ancien document mentionnant l'existence du charbon en Provence est un acte daté du 15 mars 1584. Après l'exploitation artisanale des affleurements, l'exploitation minière proprement dite commença vers la fin du XVII^e siècle. En 1820 avec le creusement du premier puits vertical, l'exploitation prit un caractère industriel.

Ce gisement de lignite s'étend sous la vallée de l'Arc, au sud-est d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) avec un pendage de 10 à 15 % et une relative régularité. Une seule couche, la « Grande mine » avec 2,50 à 4,50 m de puissance est exploitable. Au début du XX^e siècle, une galerie creusée sur 14 km et débouchant dans le port de Marseille permettait l'évacuation des eaux d'exhaure vers la mer.

Le gisement était toutefois sujet à des phénomènes dynamiques en raison de l'existence de très fortes contraintes horizontales. La conséquence pouvait en être une soudaine projection de la couche dans certaines galeries ainsi que qu'une brutale surrection du « mur » (banc calcaire situé sous la couche de charbon).

En 1946, la nationalisation fusionna les trois principales sociétés exploitantes provençales : la Société nouvelle des charbonnages des Bouches-du-Rhône (secteur de Gardanne et de Gréasque), la Compagnie des mines de Valdonne et la Société des charbonnages du Midi (secteur de Meyreuil). Six puits d'extraction étaient alors en activité. La concentration et la modernisation des houillères de Provence se traduisit dans un premier temps par la réorganisation de l'exploitation en trois phases :

1° Le fonçage du puits Gérard à Mimet près de Gardanne. Ce puits de 615 m de profondeur fut mis en service en 1950, il aboutit à la concentration du puits Biver et du siège de Valdonne. 2° Le grand ensemble Meyreuil-Gréasque, résultait du regroupement entrepris en 1958 des sièges de Meyreuil et de Gréasque aboutissant en 1960 à une concentration de l'extraction sur le puits Courau à Meyreuil.

3° En 1968, les installations de traitement du charbon furent rassemblées sur Meyreuil tandis

qu'une liaison entre Gardanne et Meyreuil permettait de concentrer toute l'extraction du bassin sur le puits Courau.

Malgré la profondeur des chantiers, les houillères de Provence, dont les conditions naturelles se prêtaient à la mécanisation, devinrent alors le banc d'essai de la technique minière française. Les longues tailles équipées de soutènement marchant utilisaient des rabots rapides ou des haiveuses. L'utilisation au fond d'engins sur pneus pour le transport du personnel et du matériel et l'extraction par skips furent généralisées. Tandis que les autres houillères étaient en phase de récession, les houillères de Provence poursuivaient leur développement résolument tourné vers l'avenir. En 1980 fut décidé le fonçage d'un « Grand ensemble » comprenant deux nouveaux puits de très grande capacité, le puits Yvon Morandat (du nom du président des Charbonnages de France de 1969 à 1972), de 10 m de diamètre utile et de 1 109 m de profondeur, fut destiné à la circulation du personnel et du matériel, et le puits Z, profond de 878,80 m, assurait l'extraction du charbon. L'Unité d'exploitation Provence, telle était sa nouvelle dénomination, entra en service en 1986 et devint l'unique siège d'extraction du bassin. La mine était entièrement automatisée et mécanisée, près d'une centaine d'engins sur pneus circulaient au fond, à 1 300 m sous terre, dans des galeries de six mètres de large sur trois mètres de haut. Les rendements étaient très élevés, avec un record de 11,7 tonnes/hommes par poste en 1993.



Fig. 12: Le puits Z à Gardanne (Bouches-du-Rhône) 1998. Photo P. C. Guiollard

Malgré ces performances et la modernité, la dernière exploitation minière du Bassin du Centre Midi cessa son activité en février 2003.

La production totale du bassin de Provence, depuis son origine, est estimée à 130 millions de tonnes.

Les Houillères non nationalisées

En raison d'un avenir jugé peu prometteur, plusieurs exploitations ne furent pas nationalisées en 1946, certaines poursuivant cependant leur activité durant plusieurs années.

- Ce fut le cas, notamment, des mines du Briançonnais (Hautes-Alpes) qui exploitaient un anthracite dans des conditions difficiles en raison de l'altitude et de la dislocation du gisement.
- L'exploitation du bassin houiller de Vendée vit son terme arriver à la fin des années cinquante, après avoir produit un million de tonnes. Les Houillères de Ronchamp (Haute-Saône) furent attribuées à EDF, car dotées d'une centrale thermique.

- Il en alla de même pour le gisement de lignite d'Arjuzanx (Landes).
- Mentionnons aussi des exploitations dans l'Aveyron (Cruéjols), la Creuse (Ahun), les Alpes de Haute-Provence (Manosque) ...

Quelques chiffres en guise de conclusion

Plus de cinq siècles d'exploitation charbonnière dans le Centre et le Midi représentent environ 1,5 milliard de tonnes de charbon extraites depuis le Moyen Âge, dont 460 millions de tonnes dans la seule région de Saint-Étienne.

Près de 447 millions de tonnes furent extraites par les différentes unités de production du Centre et du midi depuis 1946.

En 1947, les sept houillères produisaient 12,5 millions de tonnes avec un effectif de 82 000 personnes dont 55 000 au fond. Le rendement atteignait cette année une tonne par homme.poste.

1958, fut l'année de production maximale avec 15,1 millions de tonnes produites par 60 000 agents dont 35 000 au fond.

Bibliographie

BEDOIN, M. (1981, 1982 ? 1985). *Le Patrimoine minier stéphanois, guide de promenade*, (3 vol.), Imprimerie Rouchonne, Roche-la-Molière.

BRGM (1986) *Projet de mise en valeur du gisement de charbon de Lucenay-les-Aix*, Rapport 86 DAM 004 PM.

DE MARLIAVE, Ch. (1955). *Les mines d'anthracite de La Mure 1806 -1946*, Arthaud.

GUIOLLARD, P.-C. (1983). *En Cévennes quand Tornaient les Molettes*, Guiollard éditeur.

GUIOLLARD, P.-C. et KOWALIK, J.-F. (2005). *Mineurs de fond au XX^e siècle dans le bassin de Carmaux-Albi (Tarn)*, Guiollard éditeur.

GUIOLLARD, P.-C. (2018). *Le charbon lorrain*.

Dans *La Mine en France. Histoire industrielle et sociale*, Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs (ANGDM), p. 32-41.

LANOIZELEE, L. (1985). *La Machine et sa Houillère*, imprimerie de la Gare, Nevers

PERTUS, G. et HERRANZ, M. (2007-2008). *Bassin de Decazeville -Aubin Cransac Firmi Viviez* (2 vol.), ASPIBD.

PIO, G. (1982). *Mines et Mineurs de Provence*, éditions Clair Obscur.

TIBJ, J. (1980). *Les Houillères de la Loire 1960-1980, La Mine foudroyée*, université de Saint-Etienne.

